
TABLE DES MATIERES

Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2014 *Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2014*

1.	Partie générale	- 1 -
1.1.	Remarques générales	- 1 -
1.1.1.	Administration de la justice	- 1 -
1.1.2.	Volume des affaires.....	- 3 -
1.2.	Activité juridictionnelle	- 4 -
1.2.1.	En général	- 4 -
1.2.2.	I ^e Cour d'appel civil.....	- 7 -
1.2.3.	II ^e Cour d'appel civil.....	- 7 -
1.2.4.	Chambre des poursuites et faillites	- 7 -
1.2.5.	Cour de modération.....	- 7 -
1.2.6.	Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	- 7 -
1.2.7.	Cour d'appel pénal	- 8 -
1.2.8.	Chambre pénale.....	- 8 -
1.2.9.	I ^e Cour administrative	- 8 -
1.2.10.	II ^e Cour administrative	- 8 -
1.2.11.	III ^e Cour administrative	- 8 -
1.2.12.	Cour fiscale	- 8 -
1.2.13.	I ^e et II ^e Cours des assurances sociales.....	- 9 -
1.3.	Personnel.....	- 9 -
1.3.1.	Juges	- 9 -
1.3.2.	Greffe	- 10 -
1.4.	Autres activités	- 11 -
1.	Allgemeiner Teil	- 13 -
1.1.	Allgemeine Bemerkungen	- 13 -
1.1.1.	Verwaltung der Justiz	- 13 -
1.1.2.	Arbeitsvolumen.....	- 15 -
1.2.	Gerichtstätigkeit	- 16 -
1.2.1.	Allgemeines	- 16 -
1.2.2.	I. Zivilappellationshof.....	- 19 -
1.2.3.	II. Zivilappellationshof	- 19 -
1.2.4.	Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	- 19 -
1.2.5.	Moderationshof.....	- 19 -
1.2.6.	Kindes- und Erwachsenenschutzhof.....	- 20 -
1.2.7.	Strafappellationshof.....	- 20 -
1.2.8.	Strafkammer	- 20 -
1.2.9.	I. Verwaltungsgerichtshof	- 20 -
1.2.10.	II. Verwaltungsgerichtshof	- 20 -
1.2.11.	III. Verwaltungsgerichtshof	- 20 -
1.2.12.	Steuergerichtshof	- 21 -
1.2.13.	I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof	- 21 -
1.3.	Personal.....	- 21 -
1.3.1.	Richter	- 21 -
1.3.2.	Gerichtsschreiberei	- 22 -
1.4.	Weitere Tätigkeiten	- 23 -
	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2014	
	<i>Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2014</i>	- 26 -

2.	PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL.....	- 30 -
2.1.	SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG.....	- 30 -
2.2.	SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG.....	- 43 -
2.3.	SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG	- 49 -
2.4.	RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT	- 61 -

Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2014

1. Partie générale

1.1. Remarques générales

En 2014, le Tribunal cantonal a rendu 2960 arrêts. 284 d'entre eux ont fait l'objet d'un recours auprès de l'autorité supérieure qui en a admis 31, soit environ un pourcent des décisions du Tribunal cantonal. Sur le plan administratif, l'année a été marquée par un travail important de réorganisation à la suite de la réunification des trois sections aux Augustins. Diverses mesures ont été entreprises afin d'améliorer le rendement du Tribunal cantonal. Celui-ci a dû s'adapter aux effectifs, gérer la fin du système des assesseurs et assumer les nouvelles compétences juridictionnelles qui lui ont été dévolues. Pour endiguer la hausse des affaires, le Tribunal cantonal a cherché à l'interne des moyens et des ressources supplémentaires. Il a notamment été fait appel plus régulièrement aux juges suppléants. Sur le plan organisationnel, la mise en œuvre de la directive sur le statut et le cursus des greffiers, adoptée en juin 2013, a été poursuivie et les processus de travail du secrétariat ont été largement unifiés. D'une manière générale, le bilan tiré de la réunification du Tribunal cantonal est positif; l'ensemble du personnel, encore davantage sollicité, a grandement contribué à ce résultat.

1.1.1. Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 7 reprises et la Commission administrative à 15 reprises, plusieurs décisions ayant pu être prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant la réorganisation du tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 18 consultations législatives. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a organisé une conférence de presse lors de la présentation de son rapport annuel ainsi que deux journées d'études consacrées aux archives judiciaires en collaboration avec les Archives de l'Etat de Fribourg et la Société d'histoire du canton de Fribourg. Il a participé à la quatrième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Zurich, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à Zoug, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM), à Lucerne, et à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal dont l'organisation a été confiée au canton de Fribourg. Enfin, les juges cantonaux ont procédé aux inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont fixés dans le règlement du 22 novembre 2012 (RTC ; RSF 131.11). Sur cette base, il est procédé aux constats suivants :

Sur le plan juridictionnel :

- Les deux **Cours des assurances sociales** font face à une charge de travail importante. La fin du système des assesseurs et des mesures extraordinaires à fin 2012 a entraîné des tâches supplémentaires pour tous les juges de la section administrative. Il convient de souligner le poids psychologique important que représentent les retards permanents dont souffrent les affaires d'assurances sociales. Après plusieurs années de baisse du nombre des affaires pendantes, celles-ci augmentent à nouveau de manière inquiétante. Il manque toujours des forces de travail pour la

rédaction des arrêts. En 2014, au-delà d'une nouvelle répartition des forces de travail existantes, les Cours des assurances sociales ont pu bénéficier, grâce à un crédit forfaitaire, d'un 0.35 % EPT de greffier supplémentaire sur l'année, apport qu'il serait nécessaire de pérenniser.

- Le nouveau droit de la protection de l'adulte est entré en vigueur en 2013. L'augmentation prévisible du nombre de dossiers de la **Cour de protection de l'enfant et de l'adulte**, signalée l'année précédente, s'est effectivement et logiquement réalisée. Il s'agit de dossiers qui impliquent des déplacements de juges, principalement au Centre de soins hospitaliers du Réseau fribourgeois de santé mentale à Marsens, ce qui constitue une charge supplémentaire. A cela s'ajoute la nécessité de fonctionner dans l'urgence. Ces contraintes, ainsi que l'explosion de dossiers, ont des effets collatéraux sur la gestion des autres causes traitées par le Tribunal cantonal. Néanmoins, celui-ci relève avec satisfaction que le nombre d'affaires pendantes de cette Cour est très faible.

En ce qui concerne le greffe :

- Les **Services centraux** du Tribunal cantonal fonctionnent sous la direction du Secrétaire général, M. Frédéric Oberson. Celui-ci est assisté par la Cheffe de bureau et adjointe administrative, Mme Françoise Rosales, pour ce qui concerne la gestion de différentes tâches administratives (budget, planification financière, personnel, organisation des processus et développement de projets). M. Henri Angéloz – qui a quitté son poste à la fin de l'année – ainsi que Mme Muriel Zingg assurent la suppléance du Secrétaire général. Compte tenu des mesures de réorganisation – et de la charge et des conséquences qu'elles représentent pour le Tribunal cantonal – des groupes de travail ont été constitués pour renforcer la gestion unifiée des trois sections.
- La mise en œuvre de la **directive sur le statut et le cursus des greffiers**, annexée au précédent rapport annuel, a été poursuivie, notamment en ce qui concerne les engagements des nouveaux greffiers et les premières promotions de fonction, de greffier (classes de traitement 23-24) à celle de greffier-rapporteur I (classes de traitement 26-27), à la suite d'années d'expérience acquises au sein du tribunal ou dans une fonction équivalente.
- Les **processus de travail du secrétariat** ont fait l'objet de plusieurs réflexions au sein d'un groupe de travail. En parallèle, un autre groupe de travail a analysé les questions relatives à l'envoi des arrêts et autres actes de procédure (notifications). Leurs propositions ont été soumises à la Commission administrative qui les a adoptées sous la forme de directives.
- Les **outils informatiques** ont été uniformisés entre les trois sections. L'arborescence commune concernant les activités juridictionnelles et non juridictionnelles a été mise en œuvre dès janvier 2014. **S'agissant de la publication de tous les arrêts du Tribunal cantonal** sur le fond, le fournisseur de logiciels des tribunaux Delta Logic, mandaté par le Service informatique et des télécommunications (SITel), a dû constater que le nouveau système proposé initialement ne fonctionnait pas. Il a dès lors été décidé à l'interne de reporter la publication systématique des arrêts (Ordonnance du 26 mai 2014 modifiant le règlement sur l'information du public en matière judiciaire, ROF 2014_055). Dans le but de poursuivre l'objectif de publication, le groupe de travail chargé de cette problématique a élaboré des règles de rédaction et d'anonymisation, lesquelles sont appliquées depuis juillet 2014 sous la forme de directives. Sur cette base, des arrêts ont été publiés en utilisant l'outil informatique de publication actuel «Contens ». Les arrêts du Tribunal cantonal continueront ainsi à être publiés à l'aide de ce système en 2015, à tout le moins dans la première partie de l'année. En parallèle, Delta Logic et le SITel tentent de mettre à disposition de nouveaux outils d'aide à l'anonymisation et de publication.

En ce qui concerne les infrastructures :

- A la suite du rapport de la Commission administrative du Tribunal cantonal de novembre 2013, le **bâtiment des Augustins** a fait l'objet de nombreux travaux et mesures d'assainissement dont certains sont actuellement encore en cours. Les problèmes principaux – thermiques – ne sont pas encore réglés. Ils concernent d'une part l'ancienne partie non rénovée du bâtiment dans laquelle il fait froid dès l'automne. Certains bureaux du rez-de-chaussée sont ainsi inutilisables durant l'hiver. D'autre part, les températures des bureaux du 3ème étage sont trop élevées en été. Ces problèmes non résolus sont de nature à entraver la bonne marche du Tribunal cantonal. Par ailleurs, il a été

constaté que certaines personnes sont exposées à différentes nuisances dans le bâtiment. L'Institut universitaire romand de la santé au travail (IST), mandaté par le Service du personnel et d'organisation, a procédé à des mesures et prélèvements et a rendu un premier rapport. Ses recommandations ont été suivies et les démarches se poursuivront en 2015.

- A la suite de la réunification aux Augustins, les **bibliothèques** – cotées au Réseau des bibliothèques de Suisse Occidentale (RERO) – ont été fusionnées et une nouvelle rubrique a été créée dans le catalogue pour rendre visible les nouvelles acquisitions du Tribunal cantonal. En ce qui concerne les **archives**, le Tribunal cantonal a pu bénéficier du soutien ponctuel d'un archiviste judiciaire, M. Charles-Edouard Thiébaud, afin de faciliter le versement des dossiers pré-archivés aux Archives de l'Etat de Fribourg.

1.1.2. Volume des affaires

La charge de travail du Tribunal cantonal est restée importante en 2014. La section civile a connu une hausse du nombre de dossiers enregistrés (+ 75 dossiers [+ 6.5 %]) tandis que les sections pénale (- 9 dossiers [- 2 %]) et administrative (-28 dossiers [- 2 %]) une légère baisse par rapport à 2013.

De manière générale, le volume des nouvelles affaires est en constante augmentation ces dernières années (2014: 2957 ; 2013: 2'933; 2012 : 2'812; 2011 : 2'650).

Pour plus de détails et d'explications, il convient de se référer aux chiffres 1.2.1.1, 1.2.1.2 et 1.2.2 à 1.2.13 ci-après.

1.2. Activité juridictionnelle

1.2.1. En général

a) Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

TRIBUNAL CANTONAL			
Statistique générale	2014	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1323	1207*	1344
b) affaires enregistrées	2957	2933	2812
c) affaires liquidées	2978	2817	2968
d) affaires pendantes au 31 décembre	1302	1323	1209*

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.12 et le 01.01.13 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

La hausse des affaires enregistrées est de 0.8 % par rapport à 2013 (+ 24 dossiers) et de 5.2 % par rapport à 2012 (+ 145 dossiers). Quant au nombre d'affaires liquidées, il a sensiblement augmenté après une année 2013 marquée par le déménagement et le regroupement des trois sections aux Augustins (+ 161 dossiers [+ 5.7 %]).

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2447 décisions en français et 513 en allemand, sans compter les 18 consultations législatives dans lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

SECTION CIVILE			
Statistique générale	2014	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	216	200*	229
b) affaires enregistrées	1218	1143	1186
c) affaires liquidées	1242	1127	1214
d) affaires pendantes au 31 décembre	192	216	201*

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.12 et le 01.01.13 s'explique par le fait qu'un dossier a été liquidé après l'impression des statistiques.

Si le nombre des affaires portées au rôle des I^e et II^e Cours d'appel civil a légèrement diminué (respectivement - 19 dossiers [- 6.5 %] et - 10 dossiers [- 3.4 %]), celui de la Chambre des poursuites et faillites (+ 18 dossiers [+ 12.4 %]), de la Cour de modération (+ 9 dossiers [+ 25 %]) et la Cour de protection de l'enfant et de l'adultes (+ 31 dossiers [+ 21.1 %]) ont augmenté, d'où la hausse globale de 6.5 % des affaires de la section civile par rapport à 2013.

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 1098 décisions en français et 144 en allemand.

SECTION PENALE

Statistique générale	2014	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	155	145	129
b) affaires enregistrées	450	459	400
c) affaires liquidées	471	449	384
d) affaires pendantes au 31 décembre	134	155	145

Après avoir connu une augmentation importante de 23 % des affaires portées à son rôle en 2013, la situation de la Chambre pénale s'est stabilisée en 2014 (- 14 dossiers, [- 5.1 %]). Les nouvelles affaires de la Cour d'appel pénal ont quant à elles augmenté de 5.3 % (+ 9 dossiers).

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 402 décisions en français et 69 en allemand.

SECTION ADMINISTRATIVE

Statistique générale	2014	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	949	862	984
b) affaires enregistrées	1272	1300	1226
c) affaires liquidées	1247	1213	1348
d) affaires pendantes au 31 décembre	974	949	862

Le nombre des affaires enregistrées en 2014 auprès de la section administrative est stable par rapport à 2013 (- 28 dossiers [- 2 %]). Il convient toutefois de rappeler qu'en 2013, une centaine de recours avaient été déposées auprès de la III^e Cour administrative contre une seule décision du Service des ponts et chaussées, ce qui a une incidence évidente sur les statistiques générales de la section. La I^e Cour administrative connaît néanmoins une augmentation des affaires enregistrées (+ 44 dossiers [+ 31.4 %]). Les dossiers de la II^e Cour administrative ont diminué (- 28 dossiers [- 12.9 %]) de même que ceux de la III^e Cour administrative (- 131 dossiers [- 35.2 %]) ; cf. remarque ci-dessus). Le nombre d'affaires enregistrées auprès de la Cour fiscale (+ 16 dossiers [+ 9.9 %]), et des I^e et II^e Cours des assurances sociales (respectivement + 17 dossiers [+ 6.3 %] et + 48 dossiers [+ 25 %]) a augmenté.

Au niveau de la répartition des causes, les deux Cours des assurances sociales comptabilisent 1022 dossiers (I^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2014 [278] et nouvelles affaires enregistrées [285] ; II^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2014 [222] et nouvelles affaires enregistrées [237]). Cela représente 46 % des affaires pendantes en 2014 auprès de la section administrative. La Cour fiscale totalise 14.5 % des enregistrements (144 dossiers pendants + 177 nouvelles affaires = 321 dossiers) ; la I^e Cour administrative 12 % (84 dossiers pendants + 184 nouvelles affaires = 268 dossiers), la II^e Cour administrative 11.4 % (105 dossiers pendants + 148 nouvelles affaires = 253 dossiers) et la III^e Cour 16.1 % (116 dossiers pendants + 241 nouvelles affaires = 357 dossiers).

Il est à relever que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a augmenté (+ 34 dossiers) par rapport à l'exercice précédent mais reste inférieur à 2012 (- 101 dossiers), notamment en raison de la fin des mesures extraordinaires d'aide à la Cour des assurances sociales. Le nombre d'affaires liquidées au sein de la section a été inférieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une augmentation de 25 du nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2014 par rapport au 31 décembre 2013.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours de la section ressortent de la partie statistique du présent rapport.

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 947 décisions en français et 300 en allemand.

b) Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 Jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	98	79	66	61	3	1
II ^e Cour d'appel civil	73	141	40	39	7	1
Chambre des poursuites et faillites	125	27	8	0	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	91	62	13	31	0	0
Cour d'appel pénal	57	28	18	52	34	6
Chambre pénale	110	97	42	15	2	0
I ^e Cour administrative	42	34	36	29	14	12
II ^e Cour administrative	30	30	35	45	20	3
III ^e Cour administrative	52	134	34	24	25	4
Cour fiscale	10	41	19	11	95	2
I ^e Cour des assurances sociales	33	46	33	26	71	44
II ^e Cour des assurances sociales	18	43	20	20	73	39

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire ou sommaire. S'agissant de la I^e Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance requise de la partie recourante (délai de trente jours susceptible de prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Le nombre de 83 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans pour les Cours des assurances sociales s'explique par leur surcharge. Après une forte diminution en 2013 (45) et 2012 (157) par rapport à 2011 (257), ce chiffre a à nouveau augmenté. Manifestement, une telle durée des procédures est contraire au principe de célérité qui prévaut dans ces domaines et devient intolérable pour le justiciable.

Compte tenu de sa charge de travail toujours croissante, le Tribunal cantonal se devra cette année encore de réitérer ses requêtes de compléments budgétaires.

c) Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté une partie du Ministère public (8 procureurs) et du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine (6 présidents et le greffier-chef); les Tribunaux d'arrondissement de Gruyère et de la Singine ; les Justices de paix de la Sarine, de la Singine et de la Gruyère ; les préfectures; les Commissions d'expropriation, de recours de l'Université, de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse. Il a aussi inspecté l'Office des faillites et les sept offices des poursuites. A défaut d'affaires en cours, les Commissions de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire ainsi que l'Autorité de surveillance du registre foncier n'ont pas été inspectées.

1.2.2. I^e Cour d'appel civil

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. Après les augmentations sans précédent des années 2010 et 2011, qui ont fait passer le nombre annuel de nouvelles affaires de 100 à 353, ce nombre perdure dans les sommets, malgré une nouvelle légère baisse (de 343 en 2013 à 324, soit - 5.5%). Le nombre de dossiers en cours en fin d'année est repassé à la centaine, tandis que le taux de liquidation en moins de 6 mois est resté stable et favorable (78,9 %), tout comme le nombre des anciennes affaires pendantes (enregistrées avant 2014) qui était de 5 au 31 décembre 2014.

La priorité est accordée aux affaires du droit de la famille, en particulier pour celles qui concernent les enfants, hélas toujours au détriment des affaires volumineuses et complexes.

1.2.3. II^e Cour d'appel civil

La Cour traite les appels et recours en matière de bail - à loyer et à ferme -, droit du travail (~ 15 %), droit de la poursuite pour dettes et faillite (~ 60 %) et assistance judiciaire (~ 20 %) ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique.

Les parties devant pouvoir compter dans ces domaines sur une décision rapide, la Cour fait en sorte de statuer avec célérité. Ainsi, en 2014, 71 % des affaires ont été liquidées en moins de trois mois et 84 % dans les six mois.

1.2.4. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.2.5. Cour de modération

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

1.2.6. Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

L'augmentation de la charge de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte, qui avait déjà explosé en 2013 (augmentation de 570 %), se poursuit. Le nombre de recours entrés en 2014 est en effet de 21 % supérieur à l'année précédente. La Cour, composée de trois juges et d'un greffier, s'est par ailleurs déplacée à 12 reprises, principalement au Centre de soins hospitaliers du Réseau fribourgeois de santé mentale à

Marsens, pour procéder à l'audition de recourants placés aux fins d'assistance. L'ajout d'un quatrième juge ordinaire en 2013, le recours fréquent à des juges cantonaux suppléants, et le soutien de greffiers compétents, ont permis de maîtriser cette charge de travail, seuls 7 recours étant pendants au 31 décembre 2014. Le traitement de ces dossiers, souvent prioritaires, s'est toutefois effectué au détriment des autres Cours où siègent également ses membres.

1.2.7. Cour d'appel pénal

180 affaires ont été enregistrées durant l'année 2014 (171 en 2013 ; 164 en 2012). Malgré cette augmentation, le nombre d'affaires pendantes a pu être ramené de 101 à 86.

Dans un but d'échange d'expériences et d'amélioration des processus de fonctionnement, la Cour a organisé à Fribourg une rencontre de travail fructueuse qui a réuni les Cours d'appel pénal vaudoise, neuchâteloise et fribourgeoise.

Pour le surplus, l'activité de la Cour durant l'année 2014 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.8. Chambre pénale

La Chambre pénale est principalement autorité de recours contre les décisions et les actes de procédure du Ministère public. De ce fait, elle intervient essentiellement durant la phase de la procédure préliminaire où le principe de célérité revêt une grande importance. En respect de ce principe, elle liquide 78% des affaires en 3 mois et 93% des affaires en 6 mois. Quant aux décisions concernant les recours en matière de détention de prévenus, elles sont rendues en moyenne dans les huit jours suivant la réception du recours.

1.2.9. I^e Cour administrative

L'activité de la I^e Cour administrative pour l'année 2014 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.10. II^e Cour administrative

L'actualité de la II^e Cour administrative en 2014 est marquée par l'arrivée des premiers recours visant des décisions d'aménagement rendue après l'entrée en vigueur de la dernière révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (RS 700), le 1^{er} mai 2014. Nettement plus sévères que par le passé, les nouvelles normes en matière de planification sont de nature à provoquer un nombre conséquent de recours de la part non seulement des propriétaires fonciers, mais également des communes touchées dans ce qu'elles considèrent comme relevant de leur autonomie. Les cas jugés en 2014 montrent que le traitement de ces affaires est plus compliqué que précédemment et implique par conséquent un travail plus important de la part de la Cour, tout au moins jusqu'à ce qu'une jurisprudence bien établie ait été rendue par le Tribunal fédéral.

1.2.11. III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2014 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.12. Cour fiscale

L'activité la Cour fiscale pour l'année 2014 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.13. I^e et II^e Cours des assurances sociales

Durant l'année 2014, les deux Cours des assurances sociales ont poursuivi leur mission consistant à tenter de descendre les piles qui s'accumulent toujours, dans des délais raisonnables. Malgré les efforts consentis par tous ses collaboratrices et collaborateurs et des liquidations en hausse de près de 12 % par rapport à l'année précédente, le stock des affaires pendantes a malgré tout une nouvelle fois augmenté pour passer de 500 à 556 dossiers pendants au 31 décembre 2014. Ceci est dû à une augmentation importante des nouvelles entrées de + 14 %, total qui correspond, avec 522 nouveaux recours et actions, à la situation qui a prévalu en 2008. Depuis la fin des mesures extraordinaires et la suppression des assesseurs, la situation se péjore sérieusement, malgré la nouvelle répartition interne des forces de travail existantes et l'apport, en 2014, d'un 0.35 EPT de greffier-rapporteur supplémentaire sur crédit forfaitaire. Les estimations faites en termes de postes de greffiers supplémentaires pour juguler la charge *ordinaire* en assurances sociales l'ont été sur la base d'entrées plafonnant à 420-450 par année. A l'évidence, les chiffres avancés ne sont plus adaptés avec 522 entrées. Ainsi, les Cours des assurances sociales étant toujours insuffisamment dotées en greffiers-rapporteurs et malgré l'élection de juges suppléants spécialistes en assurances sociales – auxquels il est fait régulièrement appel pour rédiger des jugements –, la durée des procédures ne diminue pas et confine au déni de justice.

1.3. Personnel

1.3.1. Juges

Il n'y a pas eu de changements parmi les quinze Juges cantonaux.

Le 18 novembre 2014, Caroline Gehring, Susanne Genner et Yann Hoffmann ont été élus Juges suppléants.

Dina Beti est membre de la Commission du barreau depuis le 1^{er} juillet 2014. Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre suppléant de la Commission du barreau. Hugo Casanova est membre suppléant de la Commission du barreau et membre ordinaire de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Il continue en outre à être chargé de cours auprès de l'Institut suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation « les Buissonnets ». Josef Hayoz a démissionné de ses fonctions de membre et président du Conseil de la magistrature et de celle de président-suppléant de la Commission fédérale d'estimation, 6^{ème} arrondissement, avec effet au 30 juin 2014. Il est membre de la Commission cantonale de nomenclature et du Conseil scientifique pour le projet de recherche "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz". Jérôme Delabays est membre du Conseil de la magistrature depuis le 1^{er} juillet 2014. Il en assume la présidence. Il est par ailleurs toujours membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Il a en revanche démissionné de la Commission du barreau et de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité et est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marc Sugnaux est membre suppléant de la Commission des examens du barreau et de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs ; il préside des Commissions arbitrales constituées par les conventions collectives de travail INFRI-FOPIS et HorizonSud-FOPIS (institutions spécialisées) et est formateur en droit du travail et en droit commercial dans le cadre de brevets et diplômes fédéraux. Adrian Urwyler est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature. Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents et Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2^{ème} arrondissement.

1.3.2. Greffe

En 2014, sans compter les engagements de durée déterminée, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal se présente comme suit (positions budgétaires) :

Postes d'équivalents pleins temps (EPT)

Secrétaire général	1.00
Greffiers	7.50
Greffiers-rapporteurs	9.35
Cheffe de bureau	1.00
Secrétaires	7.00
Bibliothécaire	0.10
Total	25.95

Les 25.95 EPT sont répartis, pour les postes de greffiers (greffiers et greffiers rapporteurs), entre 20 personnes et, pour le secrétariat (cheffe de bureau, secrétaires), entre 13 personnes. A cela s'ajoute le poste de greffière engagée pour seconder le Juge Johannes Frölicher. En comparaison avec 2013, les positions budgétaires ont été revues avec l'intégration du secrétaire général, la suppression des deux postes de greffier-chef (un poste de secrétaire général et un poste de greffier-rapporteur), la réduction du nombre de cheffes de bureau et l'intégration d'un 0.35 EPT de greffier-rapporteur sur poste fixe.

Le Tribunal cantonal a également pu bénéficier de 0.35 EPT de greffier-rapporteur, grâce à un crédit forfaitaire, de 0.35 EPT de greffier supplémentaire pour l'année. Le secrétariat compte toujours 8 EPT au total (7 EPT + 1 EPT de cheffe de bureau), complétés par des engagements sur crédits forfaitaires. Des collaboratrices du secrétariat et l'huissier sont ainsi engagés – totalement ou partiellement – sur la base de contrats de durée déterminée, valables une année, éventuellement renouvelables à la suite de l'adoption du budget par le Grand Conseil.

Comme déjà relevé dans ses dernières demandes budgétaires et rapports motivés, le Tribunal cantonal rappelle qu'il est nécessaire de renforcer son personnel, tant par une pérennisation des engagements actuels (situation qui concerne une dizaine de collaborateurs) que par la possibilité d'engager du personnel d'appoint.

La forte charge de travail n'a pas empêché le Tribunal cantonal de poursuivre ses tâches de formation. Ainsi, dans le cadre de leur formation d'avocat/e, douze personnes ont accompli un stage de greffier/ère. Le Tribunal cantonal forme également 3 apprenties employées de commerce et a engagé une jeune demanderesse d'emploi.

Les remplacements suivants sont intervenus à la suite de départs et mises au concours :

Départs/changements de taux

Laetitia Crétin (greffière)	31.05.2014
Elsbeth Fiedler (secrétaire-comptable)	31.08.2014
Leonora Thaqi (secrétaire)	31.08.2014
Benoît Ducry (greffier-rapporteur)	30.09.2014
Cédric Steffen (greffier-rapporteur, réduction à 80%)	01.10.2014
Catherine Fallier (greffière, réduction à 80%)	01.11.2014
Henri Angéloz (suppléant du secrétaire général)	31.12.2014

Arrivées:

Daniela Kiener (greffière-rapporteuse)	01.02.2014
Samuel Dougoud (huissier)	01.03.2014
Sandra Mantelli (greffière)	01.03.2014
Philippe Tena (greffier)	01.04.2014
Vanessa Gomes (secrétaire)	01.05.2014
Aleksandra Bjedov (greffière)	16.06.2014
Chantal Charrière (secrétaire-comptable)	01.07.2014
Patricia Flynn (secrétaire)	28.07.2014
Gina Gutzwiller (greffière)	01.11.2014

Taux de roulement du Tribunal cantonal en 2014

$$\frac{9 \text{ employés} \times 100}{53 \text{ employés (Total sans apprenties, stagiaires et jeunes demandeurs d'emploi)}} = 17 \%$$

Les 9 arrivées représentent environ 17 % de l'effectif des collaborateurs du Tribunal cantonal, sans compter plusieurs départs. Le taux de roulement est inférieur à celui de 2013 (20.75 %). Il ne faut toutefois pas négliger la charge que représentent – encore et régulièrement – l'engagement et la formation de nouveaux collaborateurs. Cette contrainte est d'autant plus marquée en considérant la charge de travail usuelle, les difficultés administratives, le manque d'effectifs et les engagements de durée déterminée.

Plusieurs collaborateurs ont donné leur congé en raison de nouvelles perspectives professionnelles. Après vingt-trois années de service au sein du Tribunal cantonal, Henri Angéloz a décidé de rejoindre le Service de l'action sociale en qualité de conseiller juridique. Benoît Ducry a été nommé chef du service juridique de la Police cantonale et deux collaboratrices ont été engagées dans le secteur privé (Laetitia Créatin et Léonora Thaqi). Elsbeth Fiedler a pris sa retraite après avoir œuvré quatorze années en tant que secrétaire-comptable du Tribunal cantonal.

Le Tribunal cantonal les remercie et leur souhaite plein succès pour leur avenir privé et professionnel.

A la suite du départ d'Henri Angéloz, la suppléance du secrétaire général a été répartie entre Cédric Steffen et Muriel Zingg, qui sont également greffiers de section (sections pénale et administrative). Ludovic Farine a été désigné greffier de section de la section civile.

1.4. Autres activités

Le 12 avril 2014, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé à la Journée des Présidents des Tribunaux des assurances qui s'est déroulée en terres lucernoises.

Les 15 et 16 mai 2014, la Présidente du Tribunal cantonal et Michel Favre ont participé à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Fribourg.

Le 18 juin 2014, la Présidente du Tribunal cantonal et le Secrétaire général ont représenté l'Etat de Fribourg lors de l'élection de Jean-Luc Baechler à la présidence du Tribunal administratif fédéral.

Le 30 juin 2014, le Tribunal cantonal a reçu une délégation de juges chinois de la province de Nanjing.

Les 11 et 12 septembre 2014, Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé aux Journées des juges administratifs suisses à Zoug.

Les 3 et 4 octobre 2014, le Tribunal cantonal a organisé, en collaboration avec les Archives de l'Etat de Fribourg et la Société d'histoire du canton de Fribourg, deux journées d'études consacrées aux archives judiciaires.

Le 7 novembre 2014, Adrian Urwyler a participé à la quatrième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Zurich.

Le 28 novembre 2014, Dina Beti et Marc Sugnaux ont participé à la journée des juges de l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire, à Lucerne.

Le 5 décembre 2014, le Tribunal cantonal a accueilli l'ensemble des collaborateurs du Service public de l'emploi pour une présentation des autorités du Pouvoir judiciaire et des procédures administrative, civile et pénale.

Le 10 décembre 2014, la Présidente du Tribunal cantonal et le Secrétaire général ont représenté l'Etat de Fribourg lors de la réélection de Gilbert Kolly à la présidence du Tribunal fédéral.

La Présidente, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2014 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur les contributions cantonales et sur la procédure fiscale pour les "Archives de droit fiscal suisse". Son analyse a paru au volume 81, p. 711, et au volume 82, p. 531. Il a également publié une contribution intitulée "Zur Steuerbefreiung privater Kulturorganisationen" (in: Marc Amstutz/Isabelle Chabloz/Michel Heinzmann/Inge Hochreutener [édit], Mélanges en l'honneur de Walter A. Stoffel, Berne 2014, p. 297.

Hugo Casanova, Hubert Bugnon et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale.

Josef Hayoz et Bernhard Schaaf ont donné une conférence aux services sociaux des districts de la Singine et du Lac.

Frédéric Oberson a dispensé un cours auprès de l'Académie suisse de la magistrature en matière de relations entre les tribunaux et les médias. Il a également donné une conférence consacrée à l'informatisation de la justice dans le cadre des journées d'études sur les archives judiciaires.

Marc Sugnaux a donné un cours sur le thème de la publicité de la justice dans le cadre du Certificat d'études approfondies en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature.

Adrian Urwyler a collaboré au Commentaire bâlois, Code de procédure pénale suisse, commentant la première section du chapitre consacré aux règles générales de procédure (art. 66 à 68 CPP). Il a en outre assumé la responsabilité du module d'enseignement "Justice et publicité" dans le cadre d'un cycle de formation auprès de l'Académie suisse de la magistrature et a dispensé un cours intitulé "le juge, gestionnaire de la publicité". Enfin, il a participé le 17 décembre 2014 à la Journée du droit pénal que la Faculté de droit de l'Université de Fribourg a organisée dans le cadre d'un séminaire intensif.

Christian Pfammatter a donné des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure administrative, l'aménagement du territoire et le permis de construire. Il a également dirigé, conjointement, un séminaire pour les avocats-stagiaires relatif au droit administratif. Le 26 septembre 2014, il a donné à l'Université de Fribourg une conférence sur le droit des étrangers.

Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2014

1. Allgemeiner Teil

1.1. Allgemeine Bemerkungen

Im Jahre 2014 hat das Kantonsgericht 2960 Urteile gefällt. Gegen 284 dieser Urteile wurde eine Beschwerde beim Bundesgericht eingereicht; in 31 Fällen, also in ungefähr einem Prozent der Entscheide des Kantonsgerichts, wurden sie gutgeheissen. Auf administrativer Ebene war das Jahr geprägt durch eine umfangreiche Reorganisationsarbeit im Anschluss an die Zusammenführung der drei Abteilungen im Augustinergebäude. Es wurden verschiedene Massnahmen für die Optimierung des Geschäftsganges des Kantonsgerichts getroffen. Dieses musste sich an den Personalbestand anpassen, die Aufhebung des Systems der Beisitzer und die neuen Entscheidbefugnisse, die ihm übertragen wurden, bewältigen. Damit die Zunahme der Angelegenheiten nicht überbordnet, hat das Kantonsgericht intern nach Mitteln und zusätzlichen Ressourcen gesucht. Namentlich wurden regelmässig Ersatzrichter beigezogen. Auf organisatorischer Ebene wurden die am 13. Juni 2013 angenommenen Richtlinien über die Stellung und die Laufbahn der Gerichtsschreiber weiter umgesetzt sowie die Arbeitsprozesse des Sekretariats grösstenteils vereinigt. Generell fällt die Bilanz der Vereinigung des Kantonsgerichts positiv aus; das gesamte Personal wurde noch stärker gefordert, und es hat in grossem Masse zum genannten Ergebnis beigetragen.

1.1.1. Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht ist zu sieben und die Verwaltungskommission zu fünfzehn Sitzungen zusammengetreten. Mehrere Entscheide konnten auf dem Zirkulationsweg gefällt werden. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben namentlich in Bezug auf das Personal und das Budget gekümmert, sich mit Fragen betreffend die Reorganisation des Gerichts befasst und sich an achtzehn Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich beteiligt. Ausserdem hat das Kantonsgericht anlässlich der Vorstellung seines Jahresberichts eine Pressekonferenz und des Weiteren in Zusammenarbeit mit dem Staatsarchiv des Kantons Freiburg und der Historischen Gesellschaft des Kantons Freiburg zwei Studientage zum Thema Gerichtsarchive organisiert. Es hat an der vierten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Zürich, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Zug, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter in Luzern sowie an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft, deren Organisation dem Kanton Freiburg anvertraut wurde, teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates die jährlichen Inspektionen durchgeführt.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im entsprechenden Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt. Gestützt darauf wird Folgendes festgestellt:

Auf gerichtlicher Ebene:

- Die zwei **Sozialversicherungsgerichtshöfe** haben eine umfangreiche Arbeitslast zu bewältigen. Die Aufhebung des Systems der Beisitzer und das Ende der ausserordentlichen Massnahmen Ende 2012 hatten eine zusätzliche Arbeitslast für alle Richter der Verwaltungsrechtlichen Abteilung zur Folge. Hervorzuheben ist der enorme psychologische Druck, den die ständigen Rückstände in den

Sozialversicherungsangelegenheiten auslöst. Nach einem Rückgang der Zahl der hängigen Angelegenheiten während mehrerer Jahre, haben diese erneut in bedenklichem Masse zugenommen. Es fehlen weiterhin Arbeitskräfte für die Urteilsredaktion. 2014 konnte, neben einer neuen Aufteilung der Arbeitskräfte, das Kantonsgericht dank eines Pauschalkredits im Rahmen seines Gerichtsschreiberstabes auf eine zusätzliche Jahres-Gerichtsschreiberstelle im Umfang von 0.35 % VZÄ zählen, die unbedingt dauerhaft eingeführt werden muss.

- Das neue Erwachsenenschutzrecht ist 2013 in Kraft getreten. Die vorhersehbare Zunahme der Anzahl Dossiers des **Kindes- und Erwachsenenschutzhofs**, die letztes Jahr angekündigt wurde, ist tatsächlich und logischerweise eingetreten. Bei diesen Angelegenheiten müssen sich die Richter an Ort und Stelle, hauptsächlich ins Stationäre Behandlungszentrum des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit in Marsens, begeben, was einen zusätzlichen Aufwand auslöst. Hinzu kommt die Notwendigkeit der Dringlichkeitsbehandlung der Angelegenheiten. Diese Belastungen und die Explosion der Anzahl Fälle haben eine kollaterale Auswirkung auf die übrigen vom Kantonsgericht behandelten Angelegenheiten. Dennoch betont dieses mit Genugtuung, dass die Zahl der hängigen Fälle dieses Hofes sehr niedrig ist.

Die Gerichtsschreiberei betreffend:

- Die **Zentralen Dienste** des Kantonsgerichts arbeiten unter der Leitung des Generalsekretärs Frédéric Oberson. Er wird für die Erledigung der verschiedenen administrativen Aufgaben (Budget, Finanzplanung, Personal, Organisation der Prozessschritte und Entwicklung von Projekten) unterstützt durch die Bürochefin und Verwaltungsadjunktin, Françoise Rosales. Henri Angéloz – der auf Ende Jahr von seinem Posten zurückgetreten ist – sowie Muriel Zingg sind die Stellvertreter des Generalsekretärs. In Anbetracht der Reorganisationsmassnahmen – und des Aufwandes und der Konsequenzen, die sie für das Kantonsgericht haben – wurden Arbeitsgruppen gebildet, welche die einheitliche Verwaltung der drei Abteilungen des Kantonsgerichts verstärken sollen.
- Die Umsetzung der **Richtlinie über die Stellung und die Laufbahn der Gerichtsschreiber** (Anhang 1 zum Bericht 2013) wurde namentlich in Bezug auf die Anstellung von neuen Gerichtsschreibern und die ersten Beförderungen in den Funktionen eines Gerichtsschreibers (Lohnklasse 23-24) bis zu einem Gerichtsschreiber-Berichterstatter I (Lohnklasse 26-27) nach Massgabe der beim Kantonsgericht oder in einer gleichwertigen Funktion erworbenen Berufserfahrung fortgeführt.
- Die **Arbeitsprozesse des Sekretariats** sind innerhalb einer Arbeitsgruppe mehrfachen Abklärungen unterzogen worden. Parallel dazu hat eine andere Arbeitsgruppe die Fragen in Zusammenhang mit dem Versand der Entscheide und anderen Prozesshandlungen (Zustellungen) analysiert. Ihre Vorschläge sind der Verwaltungskommission unterbreitet worden, die sie in Form von Richtlinien angenommen hat.
- Die **Informatikwerkzeuge** sind in allen drei Abteilungen vereinheitlicht worden. Die gemeinsame Struktur betreffend die gerichtlichen und die nichtgerichtlichen Tätigkeiten wurde ab Januar 2014 umgesetzt. **Was die Veröffentlichung aller materiellen Entscheide des Kantonsgerichts anbelangt**, musste der vom Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) beauftragte Lieferant der Gerichtssoftware Delta Logic feststellen, dass das ursprünglich angebotene System nicht funktioniert. Es wurde somit intern beschlossen, die systematische Veröffentlichung der Entscheide zu verschieben (Verordnung vom 26. Mai 2014 zur Änderung des Reglements über die Information der Öffentlichkeit in Gerichtssachen, ASF 2014_055). Um die Zielsetzung der Veröffentlichung weiterzuverfolgen, hat die mit dieser Problematik befasste Arbeitsgruppe Regeln für die Anonymisierung und Redaktion erlassen, die seit Juli 2014 in Form von Richtlinien anwendbar sind. Auf dieser Grundlage wurden die Entscheide unter Benützung des einschlägigen aktuellen Informationswerkzeugs namens «Contens» veröffentlicht. Die Entscheide des Kantonsgerichts werden somit zumindest in der ersten Hälfte von 2015 weiterhin mit Hilfe dieses Systems veröffentlicht werden. Parallel dazu versuchen Delta Logic und das ITA, neue Hilfswerkzeuge für die Anonymisierung und die Veröffentlichung zur Verfügung zu stellen.

Die Infrastruktur betreffend:

- Im Anschluss an den Bericht der Verwaltungskommission des Kantonsgerichts von November 2013 wurden im **Augustinergebäude** zahlreiche Arbeiten und Sanierungsmassnahmen vorgenommen, von denen einige noch im Gange sind. Die – mit der Thermik zusammenhängenden – Hauptprobleme sind noch nicht geregelt. Sie betreffen einerseits den alten, nicht renovierten Teil des Gebäudes, in dem ab Herbst eine Kälte herrscht. Dadurch sind einige Büroräumlichkeiten im Erdgeschoss im Winter nicht benützbar. Andererseits sind im Sommer die Temperaturen in den Büros im 3. Stock zu hoch. Diese ungelösten Probleme beeinträchtigen den ordentlichen Geschäftsgang des Kantonsgerichts. Zudem wurde festgestellt, dass einige Personen verschiedenen Immissionen im Gebäude ausgesetzt sind. Das vom Amt für Personal und Organisation beauftragte «Institut universitaire romand de la santé au travail (IST)» hat Massnahmen getroffen und Proben entnommen und einen ersten Bericht verfasst. Seine Empfehlungen wurden befolgt, und es werden 2015 weitere Vorkehrungen getroffen.
- Nach der Zusammenführung des Kantonsgerichts im Augustinergebäude wurden die – im Westschweizer Bibliotheksverband (RERO) kotierten – **Bibliotheken** zusammengeschlossen, und im Katalog wurde eine neue Rubrik eröffnet, damit ersichtlich ist, welche neuen Werke das Kantonsgericht angeschafft hat. Was das **Archiv** anbelangt, konnte das Kantonsgericht auf die punktuelle Unterstützung eines Gerichtsarchivars, Charles-Edouard Thiébaud, zählen, um die Archivierung der vorarchivierten Dossiers im Freiburger Staatsarchiv zu erleichtern.

1.1.2. Arbeitsvolumen

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts ist 2014 sehr hoch geblieben. Die Zivilrechtliche Abteilung hatte gegenüber 2013 eine Erhöhung der Zahl der eingetragenen Angelegenheiten (+ 75 Dossiers [+6.5 %]), die Strafrechtliche Abteilung (mit - 9 Dossiers [- 2 %]) und die Verwaltungsrechtliche Abteilung (mit - 28 Dossiers [- 6 %]) hingegen einen leichten Rückgang zu verzeichnen.

Ganz allgemein lässt sich sagen, dass die Zahl der neuen Angelegenheiten in den letzten Jahren konstant gestiegen ist (2014: 2'957; 2013: 2'933; 2012: 2'812; 2011: 2'650).

Für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf die Ziffern 1.2.1.1, 1.2.1.2 und 1.2.2 - 1.2.13 weiter unten verwiesen.

1.2. Gerichtstätigkeit

1.2.1. Allgemeines

a) Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

KANTONSGERICHT			
Allgemeine Statistik	2014	2013	2012
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1323	1207*	1343
b) eingetragene Angelegenheiten	2957	2933	2812
c) erledigte Angelegenheiten	2978	2817	2968
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1302	1323	1209*

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.12 und dem 01.01.13 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurden.

Die Zunahme der eingetragenen Angelegenheiten beträgt gegenüber 2013 0.8 % (+ 24 Dossiers) und gegenüber 2012 5.2 % (+ 145 Dossiers). Was die erledigten Angelegenheiten anbelangt, ist deren Zahl nach dem vom Umzug und von der Vereinigung der drei Abteilungen im Augustinergebäude geprägten Jahr 2013 stark angestiegen (+ 161 Dossiers [+ 5.7 %]).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2447 Urteile in französischer und 513 in deutscher Sprache gefällt, die achtzehn Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich nicht mitgezählt, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2014	2013	2012
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	216	200*	229
b) eingetragene Angelegenheiten	1218	1143	1186
c) erledigte Angelegenheiten	1242	1127	1214
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	192	216	201*

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.12 und dem 01.01.13 erklärt sich dadurch, dass ein Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Wenn auch die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des I. und des II. Zivilappellationshofs leicht rückgängig war (um 19 Dossiers [-6.5 %] bzw. 10 Dossiers [-3.4 %]), ist jene der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer (mit + 18 Dossiers [+ 12.4 %]), des Moderationshofs (mit + 9 Dossiers [+ 25 %]) und des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs (mit + 31 Dossiers [+ 21.1 %]) angestiegen, was eine Gesamtzunahme der Angelegenheiten der Zivilrechtlichen Abteilung gegenüber 2013 um 6.5 % ergibt.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Zivilrechtliche Abteilung hat 1098 Urteile in französischer und 144 in deutscher Sprache gefällt.

STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2014	2013	2012
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	155	145	129
b) eingetragene Angelegenheiten	450	459	400
c) erledigte Angelegenheiten	471	449	384
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	134	155	145

Nach der Zunahme von 23 % der bei der Strafkammer eingetragenen Angelegenheiten im Jahr 2013, hat sich die Situation 2014 stabilisiert (- 14 Dossiers, [- 5.1 %]). Die neu eingetragenen Angelegenheiten des Strafpappellationshofs haben ihrerseits um 5.3 % (+ 9 Dossiers) zugenommen.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Strafrechtliche Abteilung hat 402 Urteile in französischer und 69 in deutscher Sprache gefällt.

VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2014	2013	2012
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	949	862	984
b) eingetragene Angelegenheiten	1272	1300	1226
c) erledigte Angelegenheiten	1247	1213	1348
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	974	949	862

Die Zahl der 2014 bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung eingetragenen Angelegenheiten ist im Verhältnis zu 2013 stabil geblieben (- 28 Dossiers [- 2 %]). Es ist jedoch daran zu erinnern, dass 2013 an die hundert Beschwerden gegen einen Entscheid des Tiefbauamts beim III. Hof eingereicht worden waren, was eine offensichtliche Auswirkung auf die allgemeine Statistik der Abteilung hatte. Der I. Hof verzeichnet dennoch eine Zunahme der Angelegenheiten (+ 44 Dossiers [+ 31.4 %]). Beim II. Hof hat die Zahl der Dossiers abgenommen (- 28 Dossiers [- 12.9 %]), ebenso wie beim III. Hof (- 131 Dossiers [- 35.2 %]; siehe Bemerkung weiter oben). Die Zahl der beim Steuergerichtshof (mit + 16 Dossiers [+ 9.9 %]) und beim I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof (mit + 17 Dossiers [+ 6.3 %] bzw. + 48 Dossiers [+ 25 %]) eingetragenen Angelegenheiten hat zugenommen.

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnen die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe 1022 Dossiers, (I. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2014 [278] und neu eingetragene Angelegenheiten [285]; II. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2014 [222] und neu eingetragene Angelegenheiten [237]). Dies macht 46 % der 2014 bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung hängigen Fälle aus. Der Steuergerichtshof zählt insgesamt 14,5 % der Eintragungen (144 hängige Dossiers + 177 neue Angelegenheiten = 321 Dossiers), der I. Verwaltungsgerichtshof 12 % (84 hängige Dossiers + 184 neue Angelegenheiten = 268 Dossiers), der II. Verwaltungsgerichtshof 11,4 % (105 hängige Dossiers + 148 neue Angelegenheiten = 253 Dossiers) und der III. Verwaltungsgerichtshof 16,1 % (116 hängige Dossiers + 241 neue Angelegenheiten = 357 Dossiers).

Hervorzuheben ist, dass die Zahl der gesamten in dieser Abteilung erledigten Angelegenheiten gegenüber dem Vorjahr zugenommen hat (+ 34 Dossiers), jedoch unter jener von 2012 (- 101 Dossiers) liegt, dies namentlich aufgrund der Aufhebung der ausserordentlichen Hilfsmassnahmen für den Sozialversicherungsgerichtshof. Die Zahl der erledigten Angelegenheiten war niedriger als die der neu eingetragenen Fälle, was zu einer Zunahme um 25 Dossiers für die hängigen Angelegenheiten per 31. Dezember 2014 gegenüber jenen per 31. Dezember 2013 geführt hat.

Weitere Einzelheiten über die Tätigkeit der verschiedenen Höfe der Abteilung ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Verwaltungsrechtliche Abteilung hat 947 Urteile in französischer und 300 in deutscher Sprache gefällt.

b) Dauer des Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 bis 30 Tage	1 bis 3 Monate	3 bis 6 Monate	6 bis 12 Monate	1 bis 2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	98	79	66	61	3	1
II. Zivilappellationshof	73	141	40	39	7	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	125	27	8	0	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	91	62	13	31	0	0
Strafappellationshof	57	28	18	52	34	6
Strafkammer	110	97	42	15	2	0
I. Verwaltungsgerichtshof	42	34	36	29	14	12
II. Verwaltungsgerichtshof	30	30	35	45	20	3
III. Verwaltungsgerichtshof	52	134	34	24	25	4
Steuergerichtshof	10	41	19	11	95	2
I. Sozialversicherungsgerichtshof	33	46	33	26	124	44
II. Sozialversicherungsgerichtshof	18	43	20	20	20	39

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, oder dem summarischen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn die Beschwerde führende Partei den geforderten Kostenvorschuss geleistet hat (Frist von 30 Tagen, die jeweils um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Die Zahl von 83 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von mehr als zwei Jahren bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen erklärt sich mit der Arbeitsüberlastung dieser Höfe. Nach einem starken Rückgang in den Jahren 2013 (45) und 2012 (157) gegenüber 2011 (257), hat diese Zahl wieder zugenommen. Eine so lange Dauer der Verfahren verstösst ganz offensichtlich gegen das Beschleunigungsgebot, das in diesen Bereichen Vorrang hat und wird für die Betroffenen unzumutbar.

Angesichts seiner immer weiter steigenden Arbeitsbelastung, wird das Kantonsgericht seine Budgetbegehren wiederholen.

c) Delegierte Aufsicht

Im Auftrag des Justizrats (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht einen Teil der Staatsanwaltschaft (acht Staatsanwälte) und des Bezirksgerichts der Saane (sechs Präsidenten und einen Chef-Gerichtsschreiber), die Bezirksgerichte des Greyerz und der Sense, die Friedensgerichte der Saane, der Sense und des Greyerz, die Oberämter, die Enteignungskommissionen, die Rekurskommission der Universität sowie die Schlichtungskommissionen für Missbräuche im Mietwesen des Greyerz-, des Glane-, des Broye- und des Vivisbachbezirks inspiziert. Es hat ebenfalls das Konkursamt und die sieben Betreibungsämter inspiziert. Mangels laufender Angelegenheiten wurden die Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben, die Rekurskommission für neue Parzellarvermessung sowie die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch keiner Inspektion unterzogen.

1.2.2. I. Zivilappellationshof

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Nach den bislang nie in diesem Ausmass gekannten Zunahmen in den Jahren 2010 und 2011, wo die jährliche Zahl der neuen Angelegenheiten von 100 auf 353 gestiegen war, blieb diese Zahl weiterhin auf hohem Niveau, wenn auch mit einem leichten Rückgang (von 343 im Jahr 2013 auf 324 oder - 5.5%). Die Zahl der per Ende Jahr hängigen Dossiers war wiederum grösser als 100, während der Prozentsatz für die Erledigung der Fälle innert weniger als 6 Monaten stabil und zufriedenstellend geblieben ist (78.9 %), gleichwie die Zahl der älteren (vor 2014 eingetragenen) hängigen Angelegenheiten, die per 31. Dezember 2014 bei 5 stand.

Priorität haben weiterhin die familienrechtlichen Angelegenheiten, vor allem wenn Kinder betroffen sind, dies leider immer noch auf Kosten der umfangreichen und komplexen Angelegenheiten.

1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts (~ 15%), des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts (~ 60%) und der unentgeltlichen Rechtspflege (~ 20%) sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz.

Da die Parteien in diesen Rechtsgebieten auf einen raschen Entscheid angewiesen sind, sorgt der Hof für eine rasche Erledigung der Angelegenheiten. So wurden 2014 71 % der Fälle binnen drei Monaten entschieden, 84 % innerhalb von sechs Monaten.

1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.5. Moderationshof

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.6. Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Die Zunahme der Arbeitslast des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs, die bereits 2013 explodiert war (Zunahme um 570 %), geht weiter. Die Zahl der 2014 neu eingegangenen Beschwerden liegt 21 % über jener des Vorjahres. Der aus drei Richtern und einem Gerichtsschreiber zusammengesetzte Hof hat sich zwölfmal hauptsächlich ins Stationäre Behandlungszentrum des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit in Marsens begeben, um die dort zu fürsorgerischen Zwecken untergebrachten, Beschwerde führenden Personen anzuhören. Der Beizug eines vierten ordentlichen Richters im Jahr 2013, die häufige Inanspruchnahme von Ersatzrichtern und die Unterstützung durch kompetente Gerichtsschreiber haben es erlaubt, diese Arbeitslast zu bewältigen, waren doch per 31. Dezember 2014 nur noch 7 Beschwerden hängig. Leider erfolgte die Behandlung dieser dringlichen Dossiers zum Nachteil der anderen Höfe, in denen die Mitglieder des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs ebenfalls tagen.

1.2.7. Strafappellationshof

2014 wurden 180 Angelegenheiten eingetragen (2013: 171; 2012: 164). Trotz dieser Zunahme konnte die Zahl der hängigen Angelegenheiten von 101 auf 86 vermindert werden.

Zum Zwecke des Erfahrungsaustauschs und der Verbesserung der Arbeitsprozesse hat der Hof ein Arbeitstreffen zwischen den waadtländischen, neuenburgischen und freiburgischen Strafappellationshöfen in Freiburg organisiert, das sehr ergebnisreich war.

Im Übrigen gibt die Geschäftsführung des Hofes im Jahr 2014 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.8. Strafkammer

Die Strafkammer behandelt hauptsächlich die Beschwerden gegen Entscheide und Prozesshandlungen der Staatsanwaltschaft. Sie gelangt daher vor allem in der Phase der Vorverfahren zum Einsatz, wo der Beschleunigungsgrundsatz von grosser Bedeutung ist. Diesem Prinzip folgend erledigt sie 78% der Angelegenheiten innert 3 und 93% der Angelegenheiten innert 6 Monaten. Die Entscheide über Beschwerden in Haftangelegenheiten ihrerseits erledigt sie im Durchschnitt innert rund 8 Tagen.

1.2.9. I. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2014 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.10. II. Verwaltungsgerichtshof

Der aktuelle Geschäftsgang des II. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2014 war geprägt vom Eingang der ersten Beschwerden gegen Entscheide im Bereich der Raumplanung nach dem Inkrafttreten der letzten Version des Bundesgesetzes über die Raumplanung (SR 700) am 1. Mai 2014. Die neuen, deutlich strengeren Vorschriften im Planungsbereich als in der Vergangenheit sind geeignet, eine grosse Anzahl Beschwerden hervorzurufen, dies nicht nur von Seiten der Grundbesitzer, sondern auch von den Gemeinden, die sich in ihrer Autonomie verletzt fühlen. Die 2014 gefällten Entscheide zeigen, dass die Behandlung dieser Angelegenheiten sich komplizierter als zuvor erweist und folglich dem Hof einen grösseren Arbeitsaufwand abverlangt, zumindest so lang, bis eine gefestigte Rechtsprechung des Bundesgerichts vorliegt.

1.2.11. III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2014 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.12. Steuergerichtshof

Die Tätigkeit des Steuergerichtshofs im Jahr 2014 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.13. I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Während des Jahres 2014 haben die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe ihren Auftrag weiterverfolgt, der darin besteht, die sich anhäufenden Stapel von Dossiers innert vernünftiger Fristen möglichst abzubauen. Trotz aller Bemühungen seiner Mitarbeitenden und der Zunahme der Dossierabschlüsse um nahezu 12 % gegenüber dem Vorjahr, ist der Bestand der hängigen Angelegenheiten erneut gestiegen und per 31. Dezember 2014 von 500 auf 556 übergegangen. Der Grund dafür war eine bedeutende Zunahme der Neueingänge von 14 %, was, mit 522 neuen Beschwerden und Klagen, der im Jahr 2008 vorgeherrschten Situation entspricht. Seit der Aufhebung der ausserordentlichen Massnahmen und der Abschaffung der Beisitzer verschlechtert sich die Lage zusehends, trotz einer neuen Aufteilung der vorhandenen Arbeitskräfte und der Zuteilung einer Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Stelle von 0.35 VZÄ im Jahr 2014, die trotz der Budgeteinschränkungen erlangt werden konnte. Die Schätzungen für die Berechnung der erforderlichen Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Stellen, um die *ordentliche* Arbeitslast im Sozialversicherungsbereich bewältigen zu können, basierte auf einer Anzahl Neueingänge von 420 – 450 Fällen pro Jahr. Es ist offensichtlich, dass mit der Zahl von 522 Neueingängen die gemachten Berechnungen überholt sind. Da somit immer noch zu wenig Gerichtsschreiber-Berichterstatter zur Verfügung stehen und trotz der Wahl von Ersatzrichtern, die sich im Bereich Sozialversicherungen auskennen – und die regelmässig für Urteilsredaktionen beigezogen werden – nimmt die Dauer der Verfahren nicht ab, was an Rechtsverweigerung grenzt.

1.3. Personal

1.3.1. Richter

Bei den fünfzehn Kantonsrichtern hat sich keine Änderung ergeben.

Am 18. November 2014 wurden Caroline Gehring, Susanne Genner und Yann Hoffmann als Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter gewählt.

Dina Beti ist seit dem 1. Juli 2014 Mitglied der Anwaltskommission. Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Hugo Casanova ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und ordentliches Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Er ist weiterhin Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Johannes Frölicher amtiert weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und ist weiterhin Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «les Buissonnets». Josef Hayoz hat seine Ämter als Präsident des Justizrats und als stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6, auf den 30. Juni 2014 gekündigt. Er ist Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission und des Wissenschaftsrates für das Forschungsprojekt «Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz». Jérôme Delabays ist Mitglied des Justizrats seit dem 1. Juli 2014. Er ist gleichzeitig dessen Präsident. Er ist des Weiteren immer noch Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Hingegen hat er seine Mitgliedschaft in der Anwaltskommission und in der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit aufgegeben. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit und Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marc Sugnaux ist Ersatzmitglied

der Anwaltsprüfungskommission und der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen; er ist Präsident der in den Gesamtarbeitsverträgen INFRI-VOPSI und HorizonSud-VOPSI (spezialisierte Institutionen) vorgesehenen Schiedsräte und ist Ausbilder in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Anne-Sophie Peyraud schliesslich ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2.

1.3.2. Gerichtsschreiberei

Der Personalbestand der Gerichtsschreiberei für das Jahr 2014 – ohne befristete Anstellungen – setzt sich wie folgt zusammen (Budgetpositionen):

<u>Vollzeitäquivalente Stellen (VZÄ)</u>	
Generalsekretär	1.00
Gerichtsschreiber	7.50
Gerichtsschreiber-Berichterstatter	9.35
Bürochefin	1.00
Sekretärinnen	7.00
Bibliothekarin	0.10
Total	25.95

Diese 25.95 VZÄ sind für die Gerichtsschreiberstellen (Gerichtsschreiber und Gerichtsschreiber-Berichterstatter) auf 20 Personen und für das Sekretariat (Bürochefin und Sekretärinnen) auf 13 Personen verteilt. Hinzu kommt die Stelle einer Gerichtsschreiberin, die zur Unterstützung von Richter Johannes Frölicher angestellt wurde. Verglichen mit 2013 wurden die Budgetpositionen berichtigt mit der Integrierung des Generalsekretärs, der Aufhebung der beiden Chef-Gerichtsschreiber-Stellen (eine Stelle als Generalsekretär und eine Stelle als Gerichtsschreiber-Berichterstatter), der Reduzierung der Anzahl Bürochefinnen und die Integration von einem 0.35 VZÄ Gerichtsschreiber-Berichterstatter in eine feste Anstellung.

Das Kantonsgericht bekam auch einen Pauschalkredit für eine zusätzliche Gerichtsschreiber-Stelle im Umfang von 0.35 VZÄ für das ganze Jahr zugesprochen. Das Sekretariat zählt weiterhin insgesamt 8 VZÄ (7 VZÄ + 1 VZÄ für die Bürochefin); diese Zahl wurde ergänzt mit Anstellungen mittels Pauschalkrediten. So sind Mitarbeiterinnen des Sekretariats und der Weibel – vollständig oder zum Teil – auf der Grundlage von befristeten, für ein Jahr geltenden Verträgen angestellt, deren Verträge, wenn die Annahme des Voranschlags durch den Grossen Rat es erlaubt, eventuell erneuert werden könnten.

Wie in seinen letzten Budgetanträgen und begründeten Berichten bereits dargelegt, erinnert das Kantonsgericht daran, dass es notwendig ist, sein Personal zu verstärken, dies zumindest mit der dauerhaften Weiterführung der Anstellungen (diese Situation betrifft an die zehn Mitarbeitende).

Die grosse Arbeitslast hat das Kantonsgericht nicht daran gehindert, seine Ausbildungstätigkeit fortzuführen. Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt haben zwölf Personen ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert. Ausserdem bildet das Kantonsgericht drei Lernende zu kaufmännisch Angestellten aus, und es hat eine junge Stellensuchende angestellt.

Im Anschluss an Weggänge und Ausschreibungen haben folgende Wechsel stattgefunden:

Weggänge/Änderung des Beschäftigungsgrades

Laetitia Crétin (Gerichtsschreiberin)	31.05.2014
Elsbeth Fiedler (Sekretärin/Buchhalterin)	31.08.2014
Leonora Thaqi (Sekretärin)	31.08.2014
Benoît Ducry (Gerichtsschreiber-Berichterstatter)	30.09.2014
Cédric Steffen (Gerichtsschreiber-Berichterstatter, reduziert auf 80%)	01.10.2014
Catherine Fallier (Gerichtsschreiberin, reduziert auf 80%)	01.11.2014
Henri Angéloz (Stellvertreter des Generalsekretärs)	31.12.2014

Neuzugänge:

Daniela Kiener (Gerichtsschreiberin-Berichterstatlerin)	01.02.2014
Samuel Dougoud (Weibel)	01.03.2014
Sandra Mantelli (Gerichtsschreiberin)	01.03.2014
Philippe Tena (Gerichtsschreiberin)	01.04.2014
Vanessa Gomes (Sekretärin)	01.05.2014
Aleksandra Bjedov (Gerichtsschreiberin)	16.06.2014
Chantal Charrière (Sekretärin/Buchhalterin)	01.07.2014
Patricia Flynn (Sekretärin)	28.07.2014
Gina Gutzwiller (Gerichtsschreiberin)	01.11.2014

Fluktuationsquote des Kantonsgerichts im Jahr 2014

$$\frac{9 \text{ Mitarbeitende} \times 100}{53 \text{ Mitarbeitende (Total ohne Lernende, Praktikanten und junge Stellensuchende)}} = 17\%$$

Die 9 Neuzugänge bilden ca. 17% des Bestandes der Mitarbeitenden des Kantonsgerichts, ohne mehrere Weggänge mitzuzählen. Die Fluktuationsrate ist niedriger als 2013 (20.75 %). Es ist jedoch nicht zu unterschätzen, welche Arbeitslast – immer wieder und regelmässig – die Anstellung und die Ausbildung von neuen Mitarbeitenden darstellt. Dies ist besonders belastend, wenn man schon nur die gewöhnlich anstehende Arbeit, die administrativen Schwierigkeiten, das fehlende Personal und die befristeten Anstellungen betrachtet.

Mehrere Mitarbeitende haben aufgrund von neuen beruflichen Perspektiven ihre Kündigung eingereicht. Nach dreiundzwanzig Jahren im Dienste des Kantonsgerichts hat Henri Angéloz entschieden, eine Stelle als juristischer Berater beim Sozialamt anzutreten. Benoît Ducry wurde zum Chef des Rechtsdienstes bei der Kantonspolizei ernannt, und zwei Mitarbeiterinnen sind in den Privatsektor umgesiedelt (Laetitia Crétin und Léonora Thaqi). Elsbeth Fiedler ist nach vierzehn Jahren Tätigkeit als Sekretärin/Buchhalterin des Kantonsgerichts in den Ruhestand getreten.

Das Kantonsgericht dankt diesen Personen und wünscht ihnen viel Erfolg auf privater wie auf beruflicher Ebene.

Nach dem Weggang von Henri Angéloz wurde die Stellvertretung des Generalsekretärs verteilt auf Cédric Steffen und Muriel Zingg, die gleichzeitig Abteilungsgeschreiber bzw. -gerichtsschreiberin sind (Strafrechtliche und Verwaltungsrechtliche Abteilung). Ludovic Farine wurde zum Abteilungsgeschreiber der Zivilrechtlichen Abteilung ernannt.

1.4. Weitere Tätigkeiten

Am 12. April 2014 haben Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Jahreskonferenz der Kantonsgerichte im Sozialversicherungswesen, die auf Luzerner Boden stattfand, teilgenommen.

Am 15. und 16. Mai haben die Präsidentin des Kantonsgerichts und Michel Favre an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft teilgenommen.

Am 18. Juni 2014 haben die Gerichtspräsidentin und der Generalsekretär den Kanton Freiburg anlässlich der Wahl von Jean-Luc Baechler zum Präsidenten des Bundesverwaltungsgerichtes vertreten.

Am 30. Juni 2014 hat das Kantonsgericht eine chinesische Richterdelegation aus der Provinz Nanjing empfangen.

Am 11. und 12. September 2014 haben Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Zug teilgenommen.

Am 3. und 4. Oktober 2014 hat das Kantonsgericht in Zusammenarbeit mit dem Staatsarchiv des Kantons Freiburg und der Historischen Gesellschaft des Kantons Freiburg zwei Studientage zum Thema Gerichtsarchive organisiert.

Am 7. November 2014 hat Adrian Urwyler an der vierten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Zürich teilgenommen.

Am 28. November 2014 haben Dina Beti und Marc Sugnaux am Tag der Richterinnen und Richter der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter in Luzern teilgenommen.

Am 5. Dezember 2014 hat das Kantonsgericht alle Mitarbeitenden des Amtes für den Arbeitsmarkt empfangen und ihnen die Gerichtsbehörden und die Verfahren auf verwaltungsrechtlicher, zivilrechtlicher und strafrechtlicher Ebene vorgestellt.

Am 10. Dezember 2014 haben die Gerichtspräsidentin und der Generalsekretär den Kanton Freiburg anlässlich der Wiederwahl von Gilbert Kolly zum Präsidenten des Bundesgerichtes vertreten.

Die Präsidentin, andere Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an diversen Anlässen teilgenommen, zu welchen das Kantonsgericht eingeladen worden war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2014 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Hugo Casanova hat weiterhin für die Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht" die bundesgerichtliche Rechtsprechung zu den kantonalen Abgaben und zum Steuerverfahren zusammengefasst und gewürdigt. Seine Analyse erschien in Band 81, S. 711 und in Band 82, S. 531. Zudem hat er eine Abhandlung "Zur Steuerbefreiung privater Kulturorganisationen" veröffentlicht (in: Marc Amstutz / Isabelle Chabloz / Michel Heinzmann / Inge Hochreutener [Hrsg.], Festschrift für Walter A. Stoffel, Bern 2014, S. 297).

Hugo Casanova, Hubert Bugnon und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und –praktikanten Kurse über das Zivilverfahren.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Strafrichterwesen.

Josef Hayoz und Bernhard Schaaf haben für die Sozialdienste des Sense- und des Saanebezirks eine Konferenz abgehalten.

Frédéric Oberson hat an der Schweizerischen Richterakademie einen Kurs über die Beziehungen zwischen Gerichten und Medien erteilt. Ausserdem hielt er im Rahmen der Studientage über die Gerichtsarchive eine Konferenz zum Thema Informatisierung der Justiz ab.

Marc Sugnaux hat im Rahmen des von der Schweizerischen Richterakademie geschaffenen CAS (Certificate of Advanced Studies) einen Kurs zum Thema Publizität des Justizwesens erteilt.

Adrian Urwyler hat am Basler Kommentar, Schweizerische Strafprozessordnung, mitgewirkt. Er hat einen Kommentar zum ersten Abschnitt des Kapitels über allgemeine Verfahrensregeln (Art. 66 – 68 StPO) verfasst. Er war ausserdem verantwortlich für das Lehrmodul "Gericht und Öffentlichkeit" im Rahmen eines Ausbildungszyklus bei der Schweizerischen Richterakademie und hat Kurse zum Thema "Die Sicht der Justiz" erteilt. Schliesslich hat er an der von der Rechtsfakultät der Universität Freiburg im Rahmen eines Intensivseminars organisierten Strafrechtstagung vom 17. Dezember 2014 teilgenommen.

Christian Pfammatter erteilte Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über Verwaltungsrechtspflege, Raumplanung und Baubewilligung. Ebenfalls wirkte er mit an der Leitung des Seminars über Verwaltungsrecht für die Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten. Am 26. September 2014 hielt er an der Universität Freiburg eine Konferenz zum Thema Ausländerrecht ab.

**Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2014 /
Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2014**

Présidente/Präsidentin:	Marianne Jungo
Vice-président/Vizepräsident :	Hubert Bugnon
Membres/Mitglieder :	Hugo Casanova Josef Hayoz Christian Pfammatter Gabrielle Multone Roland Henninger Adrian Urwyler Anne-Sophie Peyraud Johannes Frölicher Jérôme Delabays Catherine Overney Michel Favre Dina Beti Marc Sugnaux
Juges suppléants/Ersatzrichter/-innen :	Daniel Schneuwly André Riedo Pascal Terrapon Catherine Yesil-Huguenot François-Xavier Audergon Catherine Hayoz Kurt Schwab Francine Defferrard Tarkan Göksu Séverine Monferini Nuoffer Jacques Bonfils Hans-Jürg Schläppi Ursula Schneider Schüttel Laurent Schneuwly Erika Schnyder Armin Sahli Christophe Maillard Pierre Corboz Jean-Luc Mooser Felix Baumann Georges Chanez Olivier Bleicker Yann Hofmann Caroline Gehring Susanne Genner

SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

Président/Präsident : Jérôme Delabays

Membres/Mitglieder : Roland Henninger
Adrian Urwyler
Hubert Bugnon
Catherine Overney
Michel Favre
Dina Beti

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président/Präsident : Hubert Bugnon

Membres/Mitglieder : Roland Henninger
Jérôme Delabays
Dina Beti

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président/Präsident : Adrian Urwyler

Membres/Mitglieder : Jérôme Delabays
Catherine Overney
Michel Favre

Cour de modération / Moderationshof

Présidente/Präsidentin : Dina Beti

Membres/Mitglieder : Hubert Bugnon
Michel Favre

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente/Präsidentin : Catherine Overney

Membres/Mitglieder : Adrian Urwyler
Dina Beti

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président/Präsident : Jérôme Delabays

Membres/Mitglieder : Roland Henninger
Catherine Overney
Michel Favre

SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

Président/Präsident : Michel Favre

Membres/Mitglieder : Roland Henninger
Adrian Urwyler
Hubert Bugnon
Jérôme Delabays
Catherine Overney
Dina Beti

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président/Präsident : Michel Favre

Membres/Mitglieder : Adrian Urwyler
Catherine Overney
Dina Beti

Chambre pénale / Strafkammer

Président/Präsident : Roland Henninger

Membres/Mitglieder : Hubert Bugnon
Jérôme Delabays

SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

Présidente/Präsidentin: Gabrielle Multone

Membres/Mitglieder : Hugo Casanova
Josef Hayoz
Christian Pfammatter
Marianne Jungo
Anne-Sophie Peyraud
Johannes Frölicher
Marc Sugnaux

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Marianne Jungo

Membres/Mitglieder : Christian Pfammatter
Gabrielle Multone
Josef Hayoz (*affaires en allemand / deutschsprachige Angelegenheiten*)

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président/Präsident :	Christian Pfammatter
Membres/Mitglieder :	Johannes Frölicher Josef Hayoz (affaires en allemand / deutschsprachige Angelegenheiten)

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin :	Gabrielle Multone
Membres/Mitglieder :	Marianne Jungo Johannes Frölicher Josef Hayoz (affaires en allemand / deutschsprachige Angelegenheiten)

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président/Präsident :	Marc Sugnaux
Membres/Mitglieder :	Anne-Sophie Peyraud Christian Pfammatter Hugo Casanova (affaires en allemand / deutschsprachige Angelegenheiten)

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin :	Anne-Sophie Peyraud
Membres/Mitglieder :	Josef Hayoz Marianne Jungo

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président/Präsident :	Johannes Frölicher
Membres/Mitglieder :	Hugo Casanova Gabrielle Multone Marc Sugnaux

2. PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

2.1. SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Récusation / <i>Ausstand</i>	14	23
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	209	154
Total	223	177

I^e COUR D'APPEL CIVIL / I. ZIVILAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	99	95*
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	324	343
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	308	339
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	115	99

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	24	25
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	52	82
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	8
Rejetés / <i>Abweisung</i>	82	65
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	30	23
Retirés / <i>Rückzug</i>	8	7
Transaction / <i>Vergleich</i>	4	5
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	2
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	9	17
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	77	77
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	10	17
AJ (avec avocat) retirée / <i>URP (mit Anwalt) zurückgezogen</i>	0	1
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	2	4
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	7	5
Total	308	339

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	5	3
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	71	91
dont mesures protectrices de l'union conjugale/ <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	33	44
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	1	0
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	3	8
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	7	8
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	32	29
Assurance / <i>Versicherung</i>	3	4
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	3	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	2
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	0	3
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	0	1
Dépens / <i>Parteikosten</i>	5	4
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	2	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	1
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	35	37
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	36	39
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	99	105
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	0
Révision / <i>Revision</i>	2	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	1
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
Total	308	339

Provenance / Herkunft		
	2014	2013
Sarine / Saane	61	62
Singine / Sense	13	10
Gruyère / Greyerz	27	39
Lac / See	16	19
Glâne / Glane	12	12
Broye / Broye	18	30
Veveyse / Vivisbach	17	13
Autres / Andere	144	154
Total	308	339

II^{ème} COUR D'APPEL CIVIL / II. ZIVILAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	74	81
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	285	295
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	301	302
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	58	74

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	55	67
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	5	9
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	6
Rejetés / <i>Abweisung</i>	82	81
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	93	73
Retirés / <i>Rückzug</i>	4	16
Transaction / <i>Vergleich</i>	2	1
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	16	8
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	11	13
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	6	6
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	22	16
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	5
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Total	301	302

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	64	55
Travail / <i>Arbeit</i>	10	9
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	26	23
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	127	143
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	28	45
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	99	98
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	39	43
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3
Instance unique / <i>Einziges Instanz</i>	1	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	0
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	7	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	2	1
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	17	4
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	0	1
Révision / <i>Revision</i>	1	0
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	1	0
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	0	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	0	1
Assurance / <i>Versicherung</i>	2	12
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	5
Total	301	302

Provenance / Herkunft		
	2014	2013
Sarine / Saane	92	102
Singine / Sense	8	17
Gruyère / Greyerz	26	34
Lac / See	9	15
Glâne / Glane	11	7
Broye / Broye	48	17
Veveyse / Vivisbach	18	15
Autres / Andere	89	95
Total	301	302

**CHAMBRE DES POURSUITES ET FAILLITES /
SCHULDBETREIBUNGS- UND KONKURSKAMMER**

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	3	10
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	163	145
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	160	152
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	6	3

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	108	90
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	32	34
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	9	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	8	8
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	0	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	0
Total	160	152

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	44	53
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	3	4
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	0	3
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	104	75
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	6	15
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	3	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	1
Total	160	152

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2014	2013
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	113	97
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	12	16
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	19	25
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	16	14
Total	160	152

Provenance / Herkunft		
	2014	2013
Sarine / Saane	14	17
Singine / Sense	5	7
Gruyère / Greyerz	4	9
Lac / See	5	7
Glâne / Glane	0	0
Broye / Broye	5	8
Veveyse / Vivisbach	6	6
Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	110	80
Autres / <i>Andere</i>	11	18
Total	160	152

COUR DE MODERATION / MODERATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	14	14
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	45	36
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	53	36
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	6	14

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	9	6
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	13	9
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	12	7
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	9	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	5	3
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	3
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	1
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
Total	53	36

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>	0	0
Emolument et débours notaire / <i>Gebühr und Auslagen Notar</i>	0	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	23	10
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	12	13
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen</i>	4	5
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	0	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	9	4
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	5	3
Total	53	36

Provenance / Herkunft		
	2014	2013
Sarine / <i>Saane</i>	21	10
Singine / <i>Sense</i>	2	4
Gruyère / <i>Greyerz</i>	9	3
Lac / <i>See</i>	1	1
Glâne / <i>Glane</i>	0	2
Broye / <i>Broye</i>	1	4
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	2	1
Autres / <i>Andere</i>	17	11
Total	53	36

COUR DE PROTECTION DE L'ENFANT ET DE L'ADULTE / KINDES- UND ERWACHSENENSCHUTZHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	26	0
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	178	147
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	197	121
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	7	26

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	38	14
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	28	6
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	25	17
Rejetés / <i>Abweisung</i>	47	41
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	7
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	18	12
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	5	4
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	16	13
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	1
Total	197	121

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Recours / <i>Beschwerde</i>	137	85
dont placements à des fins d'assistance / <i>davon Fürsorgerische Unterbringung</i>	20	
dont protection de l'adulte / <i>davon Erwachsenenschutz</i>	84	
dont effets de la filiation / <i>davon Wirkungen des Kindesverhältnisses</i>	33	
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	27	19
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	24	9
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	3	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	2	0
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	0	1
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung oder Rechtsverzögerung</i>	0	4
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	3
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	1	0
Total	197	121

2.2. SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

COUR D'APPEL PENAL / STRAFAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	101	96
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	180	171
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	195	166
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	86	101

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	22	8
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	35	34
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	51	52
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	30	20
Retirés / <i>Rückzug</i>	32	35
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
AJ (avec avocat) accordée/ <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	7
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	5	1
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	3	0
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	1	2
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	1
Total	195	166

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Appels / Berufungen	163	139
Récusation / Ausstand	0	1
Demandes de mise en liberté / Gesuche um Freilassung	0	4
Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege	11	10
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	1	0
Révision / Revision	14	6
Indemnités et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	2	3
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen	3	0
Divers / Verschiedenes	1	3
Total	195	166

Provenance / Herkunft		
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
	2014	2013
Sarine / Saane	40	41
Singine / Sense	4	3
Gruyère / Greyerz	15	13
Lac / See	2	4
Glâne / Glane	3	6
Broye / Broye	10	8
Veveyse / Vivisbach	1	8
Total	75	83

Juge de police / Polizeirichter		
	2014	2013
Sarine / Saane	46	23
Singine / Sense	5	2
Gruyère / Greyerz	10	11
Lac / See	9	5
Glâne / Glane	6	7
Broye / Broye	2	4
Veveyse / Vivisbach	3	2
Total	81	54

Tribunal des mineurs / Jugendgericht		
	2014	2013
	3	3

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht		
	2014	2013
	4	2

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
	2014	2013
	10	1

Autres / Andere		
	2014	2013
	22	23

CHAMBRE PENALE / STRAFKAMMER

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	54	49
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	260	274
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	266	269
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	48	54

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	15	32
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	13	11
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	18	20
Rejetés / <i>Abweisung</i>	129	99
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	56	59
Retirés / <i>Rückzug</i>	6	3
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	3	5
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	12	18
Désignation d'un juge remplaçant / <i>Bezeichnung eines Ersatzrichters</i>	9	8
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	5
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	6
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	2
Changement du mandat d'office / <i>Wechsel der Amtsverteidigung</i>	1	0
Total	266	269

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Recours / <i>Beschwerden</i>	191	196
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	5	9
Récusation / <i>Ausstand</i>	19	21
Assistance judiciaire (principe) et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz) und amtliche Verteidigung</i>	22	29
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	8	5
Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>	9	9
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	4	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	8	0
Total	266	269

PRESIDENT DE LA CHAMBRE PENALE / PRÄSIDENT DER STRAFKAMMER

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	0
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	8	14
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	8	14
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	8	13
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	0	1
Total	8	14

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	8	14
Total	8	14

2.3. SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

I^e COUR ADMINISTRATIVE / I. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	84	91
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	184	140
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	166	147
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	101	84

Modes de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	16	9
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	6
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	6	4
Rejet <i>Abweisung</i>	63	58
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	3	2
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	13	19
Retrait <i>Rückzug</i>	2	0
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	7	7
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	1	0
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung aus anderen Gründen</i>	26	20
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	2	6
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	10	7
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	6	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	6	6
Total	167	147

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erfledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	26	72	98	56	42
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	1	1	2	1	1
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	17	7	24	10	14
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	7	8	15	12	3
Responsabilité <i>Haftung</i>	10	2	12	3	9
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	5	17	22	18	4
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	0	7	7	4	3
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	1	2	3	0	3
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	3	0	3	2	1
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	0	4	4	3	1
Preuve à futur <i>Vorsorgliche Beweisführung</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	15	20	15	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	7	8	6	2
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	8	36	44	33	11
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	0	1
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Total	84	184	268	167	101

II^e COUR ADMINISTRATIVE / II. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	105	91
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	148	170
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	163	156
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	90	105

Mode de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	25	29
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	5	0
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	9
Rejet <i>Abweisung</i>	68	52
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	3	1
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	15	12
Retrait <i>Rückzug</i>	13	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	1	4
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	1	0
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	25	28
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	3
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	1	0
Total	163	156

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	75	88	163	100	63
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	5	5	10	5	5
Expropriation <i>Enteignung</i>	0	3	3	2	1
Forêts Forstwesen	1	2	3	3	0
Energie <i>Energie</i>	1	0	1	1	0
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	0	4	4	4	0
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	6	1	7	1	6
Protection contre les incendies et les éléments naturels <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	1	0	1	1	0
Biens culturels immobiliers <i>Unbewegliche Kulturgüter</i>	0	2	2	2	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	3	0	3	3	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	0	1
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	1	0	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	7	32	39	26	13
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	4	6	10	10	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	3	4	3	1
Total	105	148	253	163	90

III^e COUR ADMINISTRATIVE / III. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	116	89
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	241	372
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	273	345
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	84	116

Mode de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	6	10
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	7	1
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	6	4
Rejet <i>Abweisung</i>	83	79
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	70	168
Retrait <i>Rückzug</i>	25	30
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	15	12
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	49	28
Rayé du rôle (défaut) <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	3	1
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	1	5
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	2
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	6	2
Total	273	345

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	78	167	245	187	58
Droit social (à l'exception de l'aide sociale dès le 01.01.11) <i>Sozialrecht (mit Ausnahme der Sozialhilfe ab dem 01.01.11)</i>	3	6	9	4	5
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	4	9	13	7	6
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	3	9	12	9	3
Animaux <i>Tiere</i>	0	4	4	1	3
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	2	3	5	3	2
Registre du commerc <i>Handelsregister</i>	1	1	2	2	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	2	2	2	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	1	0	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	19	20	39	35	4
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	9	10	9	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	3	10	13	12	1
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	0	1
Total	116	241	357	273	84

COUR FISCALE / STEUERGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	144	131
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	177	161
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	132	107
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	45	54
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	178	148
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	123	102
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	55	46
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	143	144

Mode de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	6	6
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	14	16
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	11	4
Rejet <i>Abweisung</i>	82	64
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	4	2
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	30	22
Retrait <i>Rückzug</i>	11	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	5	12
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	4	2
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	7	3
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	0	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	3	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	1	4
Total	178	148

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12 Hängig per 31.12
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	120	118	238	132	106
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	11	16	27	10	17
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	0	4	4	1	3
Impôt sur les gains immobiliers <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	0	2	2	0	2
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	3	3	6	3	3
Contribution immobilière <i>Liegenschaftssteuer</i>	0	2	2	0	2
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	2	1	3	2	1
Taxe d'exemption de l'obligation de servir <i>Wehrpflichtersatz</i>	0	1	1	0	1
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	1	2	3	3	0
Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	5	7	12	8	4
Taxes cantonales <i>Kantonale Abgaben</i>	0	1	1	1	0
Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	0	1	1	1	0
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	1	2	3	3	0
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	0	2	2	2	0
Réclamations (frais) <i>Einsprachen (Kosten)</i>	0	4	4	4	0
Révision <i>Revision</i>	0	2	2	0	2
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	5	6	5	1
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	3	0
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	0	1
Total	144	177	321	178	143

I^e COUR DES ASSURANCES SOCIALES / I. SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	278*	276 ²⁾
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	285	268
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	253	272
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	310	272

*6 dossiers attribués à la II^e Cour des assurances sociales ont été transférés à la I^e Cour en 2014

Mode de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	9	15
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	12	16
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	11	14
Rejet <i>Abweisung</i>	118	115
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	0	0
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	22	10
Retrait <i>Rückzug</i>	11	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	5	5
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	2	3
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	22	19
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	2	1
Reformatio in pejus	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	17	31
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	12	10
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	7	13
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	2	2
Total	253	272

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erfledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	123	77	200	72	128
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	72	45	117	51	66
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	57	53	110	40	70
Allocations familiales <i>Familienzulagen</i>	3	5	8	2	6
Aide sociale (dès le 01.01.11) <i>Sozialhilfe (seit dem 01.01.11)</i>	8	28	36	21	15
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	6	11	17	13	4
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	9	10	9	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	8	57	65	45	20
Total	278	285	563	253	310

II^e COUR DES ASSURANCES SOCIALES / II. SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	222*	184
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	237	189
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	213	145
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	246	228

*6 dossiers attribués à la II^e Cour des assurances sociales ont été transférés à la I^e Cour en 2014

Mode de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	9	10
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	20	5
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	11
Rejet <i>Abweisung</i>	83	28
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	4	2
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	10	14
Retrait <i>Rückzug</i>	7	8
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	9	7
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	5	5
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	8	7
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	4	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	13	16
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	10	9
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	4	8
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	3	1
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	10	12
Total	213	145

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erliegt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	14	17	31	8	23
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	120	108	228	97	131
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	12	13	25	9	16
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	20	15	35	16	19
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	3	0	3	3	0
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	30	9	39	23	16
Assurance-maternité <i>Mutterschaftsversicherung</i>	0	1	1	0	1
Allocation pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i>	2	1	3	2	1
Assurance-maladie complémentaire LCA <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	12	9	21	10	11
Réclamations (frais) <i>Einsprachen (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	1	1	2	1	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	10	11	4	7
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	6	49	55	35	20
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	3	4	4	0
Total	222	237	459	213	246

2.4. RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden	2014	2013
I ^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	32	26
II ^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	35	22
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	7	11
Cour de modération / Moderationshof	0	1
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	11	7
Tribunal cantonal / Kantonsgericht	0	0
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	35	18
Chambre pénale / Strafkammer	43	33
I ^{er} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	25	17
II ^{er} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	18	18
III ^{er} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	12	19
Cour fiscale / Steuergerichtshof	10	10
I ^{er} Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	36	27
II ^{er} Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	20	4
Total	284	213

Recours traités / Erledigte Beschwerden Modes de liquidation / Erledigungsarten	2014	2013
I^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	3
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Rejetés / Abweisung	11	11
Irrecevables / Nichteintreten	11	7
Sans objet / Gegenstandslos	0	1
Retirés / Rückzug	0	1
II^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	1
Rejetés / Abweisung	13	3
Irrecevables / Nichteintreten	23	14
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	2	0

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Rejetés / Abweisung	0	4
Irrecevables / Nichteintreten	3	6
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Cour de modération / Moderationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	0	0
Irrecevables / Nichteintreten	0	1
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenenschutzhof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	3	1
Irrecevables / Nichteintreten	7	5
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	1
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	2
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	0
Rejetés / Abweisung	12	15
Irrecevables / Nichteintreten	7	3
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	1	0
Chambre pénale / Strafkammer		
Admis / Gutheissung	0	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	0
Rejetés / Abweisung	9	9
Irrecevables / Nichteintreten	31	10
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

I^{ère} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	6	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
II^{ème} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	5	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	0
III^{ème} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	6	8
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
Cour fiscale / Steuergerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	2
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	6	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	19	23
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	4	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	3	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
Total	236	204

